

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autres pays d'expression Française	1 300 frs	2 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Fort en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1981

- 4 déc. — Arrêté n° 1694/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles. 68
- 7 déc. — Arrêté n° 1701/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. 68
- 7 déc. — Arrêté n° 1702/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles. 68
- 7 déc. — Arrêté n° 1703/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des postes et télécommunications. 68
- 7 déc. — Arrêté n° 1704/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile. 68
- 7 déc. — Arrêté n° 1707/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des contributions directes 68
- 9 déc. — Arrêté n° 1723/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. 68
- 9 déc. — Arrêté n° 1725/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. 69

- 14 déc. — Arrêté n° 1752/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. 69
- 14 déc. — Arrêté n° 1753/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale. 69
- Arrêtés et décisions portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, maintien en détachement, constatation d'absences irrégulières, suspensions de fonctions, rappel à l'activité, reprise de service, licenciements et admissions à la retraite, rectifications à de précédents arrêtés portant acceptation de démission et admission à la retraite. 69

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Arrêté portant nomination. 79

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE,
CHARGE DE L'INFORMATION,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêtés portant nominations. 80

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1981

- 17 déc. — Arrêté n° 459/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Assiongbon Mensah. ... 80
- 17 déc. — Arrêté n° 460/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amavor Djah Komlayi ... 80
- 21 déc. — Arrêté n° 461/MFE/DA accordant agrément à un expert en matière d'assurances. 80
- 21 déc. — Arrêté n° 462/MFE/DA accordant l'agrément à un expert en matière d'assurances. 81
- 22 déc. — Arrêté n° 463/MFE/DA portant concession de pension aux ayants-cause de M. Abété Pmanam ... 81
- 22 déc. — Arrêté n° 464/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayivi Amah (Norbert). ... 81

23 déc. — Arrêté n° 465/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Abaloutou Koubama.	81
23 déc. — Arrêté n° 466/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Talim Tchoro.	82
23 déc. — Arrêté n° 471/MTFP-CR accordant des allocations familiales à M. Takpah Kodjo Amétépé	82
23 déc. — Arrêté n° 472-MTFP-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Amadoto Koffi Segbe.	82
23 déc. — Arrêté n° 473/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Atayi Ayayi Aboki (Joseph).	82
Arrêtés portant approbation de rôles.	83

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (<i>Avis de bornage</i>).....	84
Union togolaise de banque (<i>Bilans aux 30 septembre 1981</i>).....	88
B.T.C.I. (<i>Bilan au 30 septembre 1981</i>)	89
Banque Taw Leasing (<i>Bilan au 30 septembre 1981</i>)	90
Avis de perte de titres fonciers.	90

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 1694-MTFP du 4-12-81 — Les adjoints techniques ci-après désignés (Cat. B), du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Au grade d'adjoint technique en chef de classe exceptionnelle

1-8-80 — Burlureau Koffi, n° mle 004302-G, adjoint-technique principal 3e échelon.

Au 1er échelon du grade d'adjoint-technique en chef

8-9-80 — Adoko Komlan, n° mle 000586-L, adjoint-technique principal 3e échelon.

Arrêté n° 1701-MTFP du 7-12-81 — Est rapporté en ce qui concerne Mme Quacoe Abui Vinyo Evella, née Tamékloé, l'arrêté n° 811-MTFP du 22 juin 1981 portant promotions et avancements automatiques d'échelons.

Mme Quacoe Abui Vinyo Evella née Tamékloé, n° mle 010551-h, professeur de CEG de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promue au grade de professeur de CEG de classe exceptionnelle à compter du 12 janvier 1979.

Arrêté 1702-MTFP du 7-12-81 — M. Assoumatine Santa, n° mle 014137-K, agent spécialisé ordinaire 4e échelon du cadre du personnel des travaux publics et des techniques industrielles, est promu au grade d'agent spécialisé confirmé 1er échelon à compter du 1er novembre 1976 AC : néant).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

1-11-78 — agent spécialisé confirmé 2e échelon

1-11-80 — agent spécialisé confirmé 3e échelon.

Arrêté n° 1703-MTFP du 7-12-81 — M. Ekue Tessi Messanvi, 005845-P, inspecteur en chef 3e échelon (cat. A2) du cadre du personnel des postes et télécommunications est promu au grade d'inspecteur en chef de classe exceptionnelle à compter du 1er juillet 1981.

Arrêté n° 1704-MTFP du 7-12-81 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile, sont promus dans les conditions suivantes :

Corps des techniciens supérieurs de la météorologie (Cat. A2)

Au 1er échelon du grade de technicien supérieur de 1ère classe

18-7-81 — Foly Kounaké, technicien supérieur de 2e classe 4e échelon.

Corps des assistants (Cat. C)

Au grade d'assistants principaux de classe exceptionnelle

1-7-81 — Pindra Toundé Anoumou assistant principal 3e échelon

1-7-81 — Yanda Anoumou, assistant principal 3e échelon.

Arrêté n° 1707-MTFP du 7-12-81 — M. Wilson-Bahun Têê, n° mle 12203-V, inspecteur de 1ère classe 3e échelon — (catégorie A1) du cadre des fonctionnaires des contributions directes, est promu au 1er échelon du grade d'inspecteur principal à compter du 1er juillet 1980.

Arrêté n° 1723-MTFP du 9-12-81 — Les fonctionnaires ci-après désignés du cadre du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, sont promus au grade supérieur de leur corps à compter des dates suivantes :

AGRICULTURE

Corps des ingénieurs (catégories A1)

Au 1er échelon du grade d'ingénieur de 1ère classe

24-12-81 — Pinto Toyi Ahli Kouanvi, ingénieur de 2e classe 4e échelon.

Corps des Ingénieurs des travaux agricoles (Cat. A2)

Au 1er échelon du grade d'ingénieur des travaux de 1ère classe

1-7-81 — d'Almeida Ayité Gamélé ingénieur des travaux de 2e classe 4e échelon.

Corps des adjoints techniques (Cat. C)

Au 1er échelon du grade d'adjoint technique principal

1-1-81 — Agbodan Tété, adjoint technique de 1re cl. 3 éch.

Au 1er échelon du grade d'adjoint technique de 1re classe

7-8-80 — Walbena Badabako, adjoint technique de 2e cl. 4e éch.

ELEVAGE**Corps des vétérinaires-inspecteurs (Cat. A1)**

Au 1er échelon du grade de vétérinaires-inspecteurs en chef

1-10-81 — Agba Kondi Madjome, vétérinaire-inspecteur 4e éch.

Eaux et Forêts**Corps des adjoints techniques (Cat. C)**

Au 1er échelon du grade d'adjoint technique de 1ère classe

1-5-79 — Lougoui Akakpo, adjoint technique de 2e cl. 4e éch.

1-5-79 — Lougoui Akakpo, adjoint technique de 1re cl. 1er éch. est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er mai 1981.

Arrêté n° 1725-MTFP du 9-12-81 — M. Kadjala Siguldéa, n° mle 105914-U, moniteur de 3e classe 4e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade de moniteur de 2e classe 1er échelon à compter du 28 février 1981.

Arrêté n° 1752-MTFP du 14-12-81 — M. Hunlédé Kissimbo Amah, n° mle 007677-F, adjoint technique d'élevage de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits est promu au grade d'adjoint technique de 1re classe 1er échelon à compter du 1er octobre 1978.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er octobre 1980.

Arrêté n° 1753-MTFP du 14-12-81 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, sont promus au grade supérieur de leurs corps à compter des dates suivantes :

Corps des secrétaires d'administration (cat. B)

Au 1er échelon du grade de secrétaire d'administration principal

10-6-81 — Djyehoue Koffi-Ansan, secrétaire d'administration de 1re classe 3e échelon

Au 1er éch. du grade de secrétaire d'administration de 1re cl.

1-1-81 — Tchangaï-Kao Tcha-Ady Pindeyitaing, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon.

Corps des adjoints administratifs (cat. C)

Au 1er échelon du grade d'adjoint administratif principal

11-10-81 — Kpodar Adzowa Berewoxa née Ocloo adjoint-administratif de 1re cl. 3e échelon

Au 1er échelon du grade d'adjoint administratif de 1re classe

3-9-81 — Abakou Yao,

17-12-81 — Talon Comlan,

1-12-81 — Sowu Ahlimba, née Akuétévi, adjoints administratifs de 2e classe 4e échelon.

Admissions

Arrêté n° 1699-MTFP du 7-12-81 — Est rapporté l'arrêté n° 1300-MTFP du 26 décembre 1978, portant nomination en ce qui concerne M. de Souza Komla Tomékpé n° mle 105716-W

M. de Souza Komla Tomékpé n° mle 105716-W, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique session des 24 et 25 juillet 1978, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 27 janvier 1979 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13 paragraphe 1 du budget général).

M. de Souza Komla Tomékpé instituteur-adjoint de 3e cl. 1er échelon est élevé au 2e échelon de son grade (indice 600) à compter du 27 janvier 1981.

Arrêté n° 1700-MTFP du 7-12-81 — M. Ahli Kwassi-Kouma, n° mle 027453-P moniteur permanent 2e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat session de 1979 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1er janvier 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13 paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 6 mois 10 jours lui est accordée pour ses services de moniteur permanent accomplis du 16 septembre 1974 au 31 décembre 1979 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est prise comme suit :

1-1-80 — moniteur permanent de 3e clas. 1er échel. + 3 a 6 m 10 j bonification.

1-1-80 — moniteur de 3e clas. 2e échel. + 1 a 6 m 10 j bonification

21-6-80 — moniteur de 3e clas. 3e échelon bonification épulsée.

Arrêté n° 1705-MTFP du 7-12-81 — Mme Malou Apinanon née Nataadjou, titulaire de la licence ès lettres (option histoire de l'Université du Bénin, est admise dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300)

et mise à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique (budget général chapitre 26, article 13).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1708-MTFP du 8-12-81 — M. Mensah Séwa Dzikipolanyuie; titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur des télécommunications de l'institut électronique des télécommunications de l'ordre du drapeau rouge de travail de Moscou (U.R.S.S.) est admis dans le cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'ingénieur 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre délégué à la présidence de la République chargé de l'information, des postes et télécommunications, chapitre 6, article 9 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1709-MTFP du 8-12-81 — M. Roufal Issifou, n° mle 026070-G, animateur de pêches permanent 2e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude maritime (CAM, option : Pont et de la capacité au bornage et à la pêche (CBP) (années 1978 et 1979) du centre régional d'enseignement et d'apprentissage maritimes à Abidjan (République de Côte-d'Ivoire) équivalents au certificat de fin d'apprentissage + un an de stage, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'infirmier de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie D-indice 310) et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 36, article 8 du budget général) à compter du 30 octobre 1979 date de son retour de stage.

Arrêté n° 1710-MTFP du 8-12-81 — Est rapporté en ce qui concerne M. Fiado Kodjo Ewonuli, n° mle 108672-A, l'arrêté n° 493-MTFP du 25 mars 1980, portant nomination.

M. Fiado Kodjo Ewonuli, n° mle 108672-A, admis au concours externe de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires session du 3 septembre 1979 et titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P. session de 1976) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) à compter du 7 janvier 1980.

Une bonification d'ancienneté de deux ans (2) est accordée à M. Fiado Kodjo Ewonuli pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique en qualité d'instituteur-adjoint du 1er janvier 1977 au 1er janvier 1980 inclus.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

7-1-80 — instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon + 2 ans de bonification

7-1-80 — instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 21 août 1980.

Arrêté n° 1711-MTFP du 8-12-81 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement d'instituteurs-adjoints stagiaires — session du 20 août 1981, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

Sakou Baba Nana	Sama Tchalaou
Sena Kouakou	da Silveira Edoé Kossi
Simba Eléou Essoyodou	Simtawi Sontèma
Soblagbo Ekoué Afanou	Sokpor Adukonu Kossivi
Sossou Kokouvi	Souley Agbodjan Koffi
Souléy Dovi Mitimawudo	Sowou Komla Mawuena
Tagba Toyi	Tangoa Agona
Tchabana Tchagara	Tchabode Tchagouni
Tchabi Yao	Tcha-Djobo Issifou
Tchagbele Tchakondo	Tchagodomou Samarou
Tchalla Bagnawia Samié	Tchala Koffi Sama
Tchandja Kinao-Pilakiyou	Tchangaï Kodjo Tchah-Mèba
Tcha Thom Kabassim	Tchirou Sama Sédou
Teouri Tchibarawé	Tevon Kossi Mawulawoe
Tikabola Bakou	Tiore T. Nandjirtimba
Todji Landome Koumdjamen	Toumsoga Ougma - Mabé-gramba
Touré Garba	Tretou Amaniedl
Walla Assima	Wossinou Koffi Amévo
Wottor Komla Dzamedo	Yoma B. Padawalna
Yawovi Kodjo Aghago	Zomayi Koml Tené
Zankli Messan	

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1712-MTFP du 8-12-81 — Est rapporté en ce qui concerne M. Degboe Yao Gawonu l'arrêté n° 1326-MTFP du 29 décembre 1978;

M. Degboe Yao Gawonu n° mle 104734-O, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session des 25 et 26 août 1977 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 10 novembre 1978 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 mois 25 jours, est accordée à M. Degboe pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique du 1er janvier au 9 novembre inclus.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

10-11-78 — instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon + 6 mois 25 jours de bonification

15-4-80 — instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 19 mai 1981.

Arrêté n° 1713-MTFP du 8-12-81 — Est rapporté en ce qui concerne M. Bayamna Sagoua n° mle 107348-W, l'arrêté n° 495-MTFP du 25 mai 1979 portant nomination.

M. Bayamna Sagoua, n° mle 107348-W, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session de 1972.

est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) à compter du 17 septembre 1979, date de sa prise de service.

Une bonification d'ancienneté de 4 ans 5 mois 20 jours est accordée à M. Bayamna Sagoua pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique en qualité d'instituteur-adjoint du 1er janvier 1973 au 16 septembre 1979 inclus.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

17-9-79 — instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon

+ 4 ans 5 mois 20 jours de bonification

1-9-79 — instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon +

2 ans 5 mois 20 jours de bonification

17-9-79 — instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon +°

5 mois 20 jours de bonification

27-3-81 — instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon

bonification épuisée).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 26 juin 1980.

Arrêté n° 1714-MTFP du 8-12-81 — En attendant la parution du statut particulier des sténo-dactylographes-correspondanciers, Mlle Dinikpirou Afoua, titulaire du brevet d'études du premier cycle du deuxième degré (BEPC), du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option employé de bureau et du brevet d'études professionnelles (BEP) option employé de bureau et du brevet d'études professionnelles (BEP) spécialité sténo-dactylographe correspondancier, est nommée dans la catégorie C en qualité de sténodactylographe correspondancière de 2e classe 2e échelon stagiaire (indice 600) pour compter de sa date de prise de service et mise à la disposition du ministre de l'Industrie et des sociétés d'Etat (chapitre 42, article 2 du budget général).

Arrêté n° 1715-MTP du 8-12-82 — Est rapporté en ce qui concerne M. Afanvi Tassimé Novissi, l'arrêté n° 81-MTFP du 22 janvier 1981 portant nomination.

M. Afanvi Tassimé Novissi n° mle 110405 — X, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session des 25 et 26 août 1977, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 20 octobre 1980 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 10 mois est accordée à M. Afanvi Tassimé, pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement protestant du 1er janvier 1978 au 1er octobre 1980 inclus.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

20-10-80 — instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon + 1 an 10 mois de bonification.

20-12-80 — instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 20 août 1981.

Arrêté n° 1716-MTFP du 8-12-81 — Les agents permanents ci-après désignés, admis au concours de moniteur, session de 1979, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) pour compter du 1er janvier 1980 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

— Adom Kadarvosso, moniteur permanent de 2e catégorie échelle D.

Sousoukpor Ablewa Enyonam, monitrice permanente de 2e catégorie échelle A

— Sogbo Amélé Biova, monitrice permanente de 2e catégorie échelle A

— Adokou Kokouvi Blewussi, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A

— Gameda Essi Ametova, monitrice permanente de 2e catégorie échelle A

Une bonification d'ancienneté est accordée aux intéressés en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 dans les conditions suivantes :

Nom et Prénoms	Date d'engagement	Ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	Bonification des 2/3 accordés
Adom Kadarvosso	14-68 au 31-12-79	11 ans 9 mois	6 ans
Sousoukpor Ablewa	12-5-75 au 31-12-79	4 ans 7 mois 19 jours	3 ans 1 m 2 jrs
Sogbo Amélé Biova	25-11-74 au 31-12-79	5 ans 1 mois 6 jours	3 ans 4 m 24 jrs
Adokou Kokouvi Blewussi	20-10-68 au 31-12-79	11 ans 2 mois 11 jours	6 ans
Gameda Essi Ametova	8-10-74 au 31-12-79	5 ans 2 mois 23 jours	3 ans 5 m 25 jrs

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Adom Kadawosso et Adokou Kokouvi Blewussi

- 1-1-80 — moniteurs de 3e classe 1er échelon + 6 ans (bonification)
- 1-1-80 — moniteurs de 3e classe 2e échelon + 4 ans (bonification)
- 1-1-80 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans

Sousoukpor Ablewa

- 1-1-80 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 3 ans 1 mois 2 jours (bonification)
- 1-1-80 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 1 an 4 mois 2 jours (bonification)
- 29-11-80 — monitrice de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée)

Sogbo Amélé Biova

- 1-1-80 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 3 ans 5 mois 24 jours (bonification)
- 1-1-80 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 1 an 4 mois 24 jours (bonification)
- 7-8-80 — monitrice de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée)

Gameda Essi Ametova

- 1-1-80 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 3 ans 5 mois 25 jours (bonification)
- 1-1-80 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 1 an 5 mois 25 jours (bonification)
- 6-7-80 — monitrice de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1720-MTFP du 9-12-81 — M. Kpatcha Alaklèloulédé, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré série G1 (Université du Bénin) est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (budget général, chapitre 8, article 10).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1721-MTFP du 9-12-81 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général):

Agbanadji M. Koffi	Kondi Matcham Ouno
Akoutou A. Kouassi	Kossi Namou
Ali Kpeing	Kouvedji A. Mawuvi
Ali Maman Gbati	Kponyo K. Agbablinyo
Assih Essosima Yawa	Lawson Drackey K. Enyonam
Atake E. Kodjo	Nabine Ikpindi
Aziandouvor K. Agbalègnon	Nolitse Komi
Birregah Dadjio	Raogo Tabsoba
Degboe Kodjo Didecoh	Sama Abalo
Djondo Akouavi Dovi	Sepenou Yawo Miwonovi
Dobou Kodzo Mawudo	Sodandji B. San-law
Eklou Kodjo	Takassi Djimba Gnandi
Essiomle Ankou Zovodu	Tekpessi Bamazi
Gbandi Kossi Napo	Viagbo Komlan Séna
Hotor Kwami Toulassi	Vovomele Yao Itani-Bibi
Idrissou Awao	Wadja Koyarbé

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1722-MTFP du 9-12-81 — Sont rapportés les arrêtés n° 13-MJ-FP-T du 3 janvier 1978, 108-MTFP, 258-MTFP et 906-MTFP des 5 février, 14 mars et 4 octobre 1979 portant nominations.

Les candidats ci-dessous désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de technicien supérieur de l'école africaine de la météorologie et de l'aviation civile sont, en attendant la création du corps des techniciens supérieurs de l'aviation civile, nommés dans la catégorie A2 en qualité de techniciens supérieurs, de la navigation aérienne de 2e classe 2e échelon (indice 1200) et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports :

Gnavor Koffi
Agbokou Kossivi Agbekovi
Segbe Komla Danfo Mawuéné
Abouleka Batchassié
Adzogan Kwami Mawuli
Géraldo Souradji Dine.

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté à compter de la date de prise de service des intéressés et au point de vue de la solde à compter du 13 août 1980.

Arrêté n° 1729-MTFP du 14-12-81 — M. Agbo Yaovi Bayedjè, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G2) est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 7 du budget général) en remplacement de M. Blivi Kpakpovi décédé.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1730-MTFP du 14-12-81 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens de la métrologie, les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du certificat de fin de stage de 1er degré de technicien de la métrologie de l'école supérieure de métrologie (ESM) de Paris (France), sont nommés dans la catégorie A2 en qualité de techniciens de métrologie de 2e classe 2e échelon stagiaires (indice 1200) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 7 du budget général).

Tikena Dimilna Banibaya
Koffi Ahlonko
Lawson Oloukounle Latévi.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1736-MTFP du 14-12-81. — En attendant la parution du statut particulier du personnel de la marine marchande M. Sanni Ishola, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de gestion et d'administration maritimes de l'institut supérieur maritime de Bou-Ismaïl (République Algérienne démocratique et populaire) est nommé dans la catégorie A2 en qualité d'attaché d'administration maritime de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome du conseil national des chargeurs).

Arrêté n° 1737-MTFP du 14-12-81 — M. Amedodji Kodjo Mawuena Agbefia Awumé, admis à l'examen probatoire de l'enseignement du second degré et titulaire du diplôme d'adjoint technique de la statistique de l'institut statistique, de planification et d'économie appliquée (ISPEA) de Yaoundé (République Unie du Cameroun) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'adjoint technique de la statistique de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 32, article 6, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1738-MTFP du 14-12-81 — M. Atayaba Diyoulna Guemba (n° mle. 034427-V) agent permanent 5e catégorie, échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré et qui a réuni plus de cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint-administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 9 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de l'ancienneté à compter du 5 août 1980 et au point de vue de la solde à compter du 24 octobre 1980.

Arrêté n° 1739-MTFP du 14-12-81 — M. Bakoubolo Yawou Balabibadi (n° mle 036182-Y), employé de bureau permanent 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) qui a réuni cinq ans dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint-administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 12 juillet 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 11 du budget général).

Le présent arrêté a effet du point de vue du salaire à compter du 1er septembre 1981.

Arrêté n° 1740-MTFP du 14-12-81 — En attendant la parution du statut particulier des assistants sociaux, les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'Etat d'assistant de service social, sont nommés dans la catégorie A2 en qualité d'assistants sociaux de 2e classe 1er échelon stagiaires (indice 1100) et mis à la disposition du ministre des affaires sociales et de la condition féminine (chapitre 40, article 4 du budget général).

Batchabani Kossi Balakiyém
Bamaze Tchao Madjatoum.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1741-MTFP du 14-12-81 — Est rapporté en ce qui concerne M. Mawuvi Komla Etima, l'arrêté n° 39-MTFP du 8 janvier 1980 portant nomination.

M. Mawuvi Komla Etima, n° mle. 108040-J, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique session de 1977, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 18 septembre 1979 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 1 mois 20 jours est accordée à M. Mawuvi pour ses services antérieurs accomplis du 1er janvier 1978 au 17 septembre 1979 inclus dans l'enseignement catholique.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

18-9-79 — instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon
+ 1a 1m 20j bonification
28-7-80 — instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon
(bonification épuisée).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 9 décembre 1980.

Arrêté n° 1742-MTFP du 14-12-81 — En attendant la parution du statut particulier des démographes, M. Anipah Kodjo Mawulolo, titulaire du certificat d'études supérieures de licence section : géographie de l'école des lettres de l'Université du Bénin et du diplôme d'études démographiques (DED) de l'institut de formation et de recherches démographiques (IFORD) de Yaoundé, est nommé dans la catégorie A1 en qualité de démographe de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1300) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 32 article 6, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1743-MTFP du 14-12-81 — En attendant la parution du statut particulier des instructeurs de jeunesse et d'animation, M. Kalipe Mawukoégnéfio Wo Nyuie n° mle 038606-Y, employé de bureau permanent 5^e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur de jeunesse et d'animation (CAIJA) de l'institut national de la jeunesse et des sports de Lomé, est nommé dans la catégorie B en qualité d'instructeur de jeunesse et d'animation de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 750) à compter du 1^{er} septembre 1980, date de sa prise de service, et reste mis à la disposition du ministre de la jeunesse des sports et de la culture (chapitre 34, article 4 du budget général).

Arrêté n° 1744-MTFP du 14-12-81 — Est rapporté en ce qui concerne M. Aragah K. Mensah n° mle 013266-C l'arrêté n° 530-MFP du 16 août 1974 portant nomination.

M. Aragah K. Mensah (n° mle 013266-C), titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de juin 1971, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des PTT en qualité d'agent d'exploitation de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre délégué à la Présidence chargé

de l'information et des postes et télécommunications à compter du 29 juillet 1974 (chapitre 6, article 10 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

29-7-74 — agent d'exploitation de 2^e classe 1^{er} échelon
 29-7-76 — agent d'exploitation de 2^e classe 2^e échelon
 29-7-78 — agent d'exploitation de 2^e classe 3^e échelon
 29-7-80 — agent d'exploitation de 2^e classe 4^e échelon (indice 700).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 16 octobre 1980.

Intégrations

Arrêté n° 1697-MTFP du 7-12-81 — M. Kulo Sim-Dozou ingénieur adjoint d'élevage de 3^e clas. 4^e échel. (catégorie B-indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle à l'Université de Perpignan (France), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur des travaux agricoles de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2-indice 1200) et conserve son affectation actuelle (budget autonome de l'Université du Bénin) à compter du 1^{er} août 1980 date de son retour de stage.

Arrêté n° 1698-MTFP du 7-12-81 — Les assistants d'hygiène d'Etat (catégorie C) du cadre du personnel médical et technique de la santé, admis à l'examen de fin de troisième année de l'école nationale des auxiliaires médicaux (option : assistants d'hygiène), sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'agents techniques (catégorie B) dans les conditions suivantes à compter du 1^{er} août 1980.

Nom et prénoms	Ancien grade	Date du dernier avancement	Nouveau grade et indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps	Imputation budgétaire
Abala Tandjoma Bayéguéta	Assistant d'hygiène d'Etat de 1 ^{re} cl. 1 ^{er} échelon (indice 750)	1-10-78	Agent technique de 2 ^e cl. 1 ^{er} échelon (indice 750)	12-10-78	22-5
Naku-Senyo Amoussou	Assistant d'hygiène d'Etat de 1 ^{re} cl. 3 ^e échelon (indice 850)	1-4-78	Agent technique de 2 ^e cl. 2 ^e échelon (indice 850)	1-4-78	22-8

Arrêté n° 1726-MTFP du 11-12-81 — Est rapporté en ce qui concerne M. Ekoue Anani Adamah, n° mle. 005881-K, l'arrêté n° 1345-MTFP du 24 septembre 1981 portant promotion.

M. Ekoue Anani Adamah, n° mle. 005881-K, professeur de 2^e classe 3^e échelon (indice 2200) du cadre des

fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (CAIEN) session d'avril 1981 est rayé de son corps d'origine et intégré dans celui des inspecteurs en qualité d'inspecteur de l'éducation nationale de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A1 indice 2200) à compter du 14 avril 1981 et reste mis

à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 10 paragraphe 2 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 15 avril 1979 date de son dernier avancement automatique.

M. Ekoue Anani Adamah, n° mle. 005881-K, inspecteur de l'éducation nationale de 2e classe 3e échelon est promu au grade d'inspecteur de l'éducation nationale de 1re classe 1er échelon (indice 2350) à compter du 15 avril 1981.

M. Ekoue Anani Adamah, titulaire du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (CAIEN) est élevé au 2e échelon de son grade (indice 2500) à compter du 15 avril 1981.

Arrêté n° 1749-MTFP du 14-12-81 — M. Gbedjangni Kodjo, n° mle. 015344-S, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 4e échelon (catégorie A2-indice 1400) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du « master » en nutrition animale et pâturages de l'école supérieure d'agriculture « Luiz de Queiroz » de l'Université de Sao Paulo (Brésil) à l'issue d'un stage de for-

mation professionnelle d'une durée de deux ans, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur d'élevage de 2e classe 2e échelon (catégorie A1-indice 1450) à compter du 2 janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 20, article 2 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 3 novembre 1979, date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans son corps de provenance.

M. Gbedjangni Kodjo est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 3 novembre 1981.

Arrêté n° 1750-MTFP du 14-12-81 — Les ingénieurs adjoints d'agriculture de 3e classe 4e échelon (catégorie B-indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture ci-dessous désignés, titulaires du certificat d'agriculture tropicale du centre national d'études d'agronomie tropicale de Montpellier (France) sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieurs des travaux agricoles de 2e clas. 2e éch. (catégorie A2-indice 1200) et restent mis à la disposition du ministre du développement rural :

Nom et Prénoms	Date d'effet	Poste budgétaire
Adjévi Labitey	13-8-80	chapitre 20, article 10 du budget général.
Loho Kossi	18-8-80	chapitre 20, article 5 paragraphe 2 du budget général.

Arrêté n° 1751-MTFP du 14-12-81 — Est rapportée en ce qui concerne MM. Hoafa Edoh Kokou n° mle 013746-O et Kudagba Ezoba n° mle 013744-J la décision n° 1009-MTFP du 29 mai 1981 constatant passage automatique d'échelons.

MM. Kudagba Ezoba n° mle. 013744-J et Hoafa Edoh Kokou n° mle. 013746-O, ingénieurs adjoints d'agriculture de 3e classe 3e échelon (catégorie B-indice 950) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaires du certificat d'agriculture tropicale du centre national d'études d'agronomie tropicale de Nogent-Sur-Marne (France) à la fin d'un stage de formation professionnelle, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieurs des travaux agricoles de 2e clas. 2e échel. (cat. A2-indice 1200) et conservent leur affectation actuelle (chapitre 20, article 21 du budget général) à compter des dates ci-dessous indiquées:

Kudagba Ezobah : 1er septembre 1980

Hoafa Edoh Kokou : 13 août 1980

Titularisations

Arrêté n° 1706-MTFP du 7-12-81 — Les maîtres d'éducation physique et sportive stagiaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

11.9.79 — Koyissa Alpha Pessakum
1-8-79 — Tossou Kwami Tsipokpé,
26.6.78 — Akakpo Koffi Vigniho,
24.6.78 — Sokpor Akuvi Akpéyédzé,
27.6.78 — Sefiamenou Kafui,
1.7.78 — Kalipé Kokou Apélété,
13.6.78 — Doh Koffi Mensah Gato,
27.6.78 — Tsogbevi Kwami Agbeko,
12.7.80 — Dzamado Komi Mawuli Viako,
maîtres d'EPS de 3e clas. 1er éch.

Les maîtres d'éducation physique et sportive ci-dessous désignés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes.

Au 3e échelon du grade de maître d'EPS de 3e classe

11.9.80 — Koyissa Alpha Pessakum,
 1.8.79 — Tossou Kwami Tsipokpé
 26.6.79 — Akakpo Koffi Vignihou,
 24.6.79 — Sokpor Akuvi Akpéyédzé,
 maîtres d'EPS de 3e classe 2e échelon (AC néant)

Au 2e échelon du grade de maître d'EPS de 3e classe

27.6.79 — Sefiamenou Kafui,
 1.7.79 — Kalipé Kokou Apéléte,
 13-6-79 — Doh Koffi Mensah Gato,
 27.6.79 — Tsogbevi Kwami Agbéko
 12.7.81 — Dzamado Komi Mawuli Viako,
 maîtres d'EPS de 3e classe 1er échelon

Au 4e échelon du grade de maître d'EPS de 3e classe

1.1.81 — Tossou Kwami Tsipokpé,
 26.6.81 — Akakpo Koffi Vignihou,
 24-6-81 — Sokpor Akuvi Akpéyédzé,
 maîtres d'EPS de 3e classe 3e échelon

Au 3e échelon du grade de maître d'EPS de 3e classe

27.6.81 — Sefiamenou Kafui,
 1.7.81 — Kalipé Kokou Apéléte,
 13-6-81 — Doh Koffi Gato,
 27.6.81 — Tsogbevi Kwami Agbéko,
 maîtres d'EPS de 3e classe 2e échelon.

Arrêté n° 1717-MTFP du 8-12-81 — Est rapporté, en ce qui concerne M. Anany Yawovi Demagna, n° mle 018325-P, adjoint administratif de 2e classe 2e échelon, l'arrêté n° 1640-MTFP du 11 novembre 1980 portant titularisation.

M. Anany Yawovi Demagna, n° mle 018325-P, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 2 mai 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade aux dates suivantes :

2 mai 1979 — adjoint administratif de 2e classe 2e échelon (AC épuisée)
 2 mai 1981 — adjoint administratif de 2e classe 3e éch.

Arrêté n° 1718-MTFP du 8-12-81 — Les instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires ci-dessous désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP examen) session des 11 et 12 octobre 1979, sont titularisés dans leur emploi à compter du 1er janvier 1980 et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Agoda Miga
 Founou Kodjovi
 Nyawuwe Akoloh Gbomita
 Honminou Atsouvi Koami,

Allaglo Kossi Xonko
 Kodjovi Sèwovon
 Dossou Kossi Amévor
 Tsivanyo Koffi Dodzi
 Logosu Foli Agbemion
 Foly Ekoué Akakpo
 Koussawo Ecoué Toukui Djinouhin
 Lawson Tèvi Lolo
 Amedikou Lassey Koffi
 Mensah-Dzraku Sèmanu Biova
 Nodjo Kossikpoe
 Bodjona Bala Bawimodom
 Eklou Koffi Mensah Nevem'dé
 Kpegouni Agoro Nowonbou
 Adrekpe Kokuvi Novinyo Mensah
 Akakpo Messanh,
 Egbigbli Yao Apétovi Dinakpoe
 Kwadzo-Akpotsui Aku Edem Dzidzo
 Gnagniko Yaovi Vioto,
 Anku Djidjinyowu
 Alemjrodo Soké
 Agbo Koukpoéli,

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade (indice 600) à compter du 1er janvier 1981 (AC. néant).

Arrêté n° 1719-MTFP du 8-12-81 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés, du cadre interministériel du personnel de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Corps des administrateurs civils (Cat. A)

17-8-79 — Afeto Komi Mensah Agbékomebia, adm. civil 1er échelon

Corps des adjoints administratifs (Cat. C)

23-8-79 — Apetoh Ankoutsé K. Séwodo Agbéko,
 15-12-79 — Potcho Tchéou Paninam Awazou,
 22-2-80 — Soga Handissogo,
 adjoints administratifs de 2e classe 2e échelon

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade à compter des dates suivantes (AC. épuisée).

Corps des administrateurs civils (Cat. A1)**Au 2e échelon du grade d'administrateur civil**

17-8-80 — Afeto Komi Mensah Agbékomebia, adm. civil 1er échelon

Corps des adjoints administratifs (Cat. C)**Au 3e échelon du grade d'adjoint administratif de 2e classe**

23-8-80 — Apetoh Ankoutsé K. Séwodo Agbéko,
 15-12-80 — Potcho Tchéou Paninam Awazou,
 22-2-81 — Soga Handissogo,
 adjoints administratifs de 2e classe 2e échelon.

Arrêté n° 1724/MTFP du 9/12/81 — Les ingénieurs des travaux de 2e classe 1er échelon stagiaires (cat. A2) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter du 1er juillet 1978 et conservent chacun une ancienneté d'un an :

— Gnavor Koffi

— Agbokou Kossivi Agbékovi.

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes (AC épuisée).
1-7-79 — Ingénieurs de 2e classe 2e échelon
1-7-81 — Ingénieurs de 2e classe 3e échelon.

Maintien en détachement

Arrêté n° 1656/MTFP du 1-12-81 — M. Monsila Djato, professeur de 1ère classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, placé dans la position de détachement auprès de la société togolaise de marbrerie et de matériaux (SOTOMA) suivant arrêté n° 925/MTFP du 27 septembre 1976, est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de cinq (5) ans à compter du 12 octobre 1981.

Absences irrégulières

Décision n° 2422-MTFP du 3-12-81 — Est constatée à compter du 10 septembre 1981, l'absence irrégulière de Kudonu Komi Atchouou n° mle 018081-B, rédacteur de 2e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en service à Kara (chapitre 28, article 6 du budget général).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Décision n° 2440/MTFP du 4/12/81 — Est constatée à compter du 1er juillet 1981, l'absence irrégulière de son poste de Mme Natchaba Assibi, secrétaire d'administration de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la D.F.O.P. à Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement (chapitre 24, article 9 du budget général).

Suspensions de fonctions

Arrêté n° 1661-MTFP du 1-12-81 — M. Djamdja Omorou Haryaphuwa professeur de 3e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à Atakpamé qui fait l'objet de poursuites judiciaires pour délit de droit commun est suspendu de ses fonctions à compter du 21 octobre 1981.

Pendant la durée de la suspension l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales.

Arrêté n° 1696/MTFP du 4/12/81 — MM. Viana Fo Koffi, instituteur de 1re classe 1er échel. et Bagna Issaka, instituteur de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique du camp RIT à Lomé, qui font l'objet de poursuites judiciaires pour délit de droit commun, sont suspendus de leurs fonctions à compter du 21 septembre 1981.

Pendant la durée de la suspension, les intéressés n'auront droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 1728/MTFP du 11/12/81 — M. Gbatti Komlan n° mle 006416-S, professeur de 2e classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement suspendu de ses fonctions par arrêté n° 1542/MTFP du 28 octobre 1980 est rappelé à l'activité.

M. Gbatti Komlan, n° mle 006416-S, professeur de 2e classe 3e échelon est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Reprise de service

Décision n° 2333/MTFP du 24/11/81 — Est constatée à compter du 1er novembre 1981 la reprise de service de M. Akakpo Yao Médjidon assistant d'hygiène de 2e classe 1er échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique dont l'absence irrégulière de son poste a été constatée par décision n° 1783/MTFP du 31 août 1981 (chapitre 22, article 5 du budget général).

Licenciements

Arrêté n° 1662/MTFP du 1/12/81 — M. Guézéré Kokou, infirmier-adjoint de 3e classe stagiaire du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, condamné à dix (10) mois d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de première instance de 2e classe de Sokodé pour faux en écriture privée de commerce ou de banque et usage de faux est licencié de son emploi à compter du 19 septembre 1981.

Arrêté n° 1663/MTFP du 1-12-81 — M. Koehler Koffi (Marcus) n° mle 014164-N, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au CEG de Sanguéra (préfecture du Golfe), est licencié de ses fonctions pour abandon de poste à compter du 27 septembre 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1664/MTFP du 1/12/81 — Les instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-après énumérés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste à compter du 21 septembre 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général):

M. Atabré Tchaamah, n° mle 110643-D, en service au CEG d'Agbétiko (préfecture des Lacs).

M. Lawson Laté Gagnaglo, n° mle 101253-F, en service au CEG d'Agbodrafo (préfecture des Lacs).

Arrêté n° 1665/MTFP du 1/12/81 — Les agents ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste à compter du 21 septembre 1981 :

Folly-Bebe Messan Koffi

N'Danou Koffi

Mensah Adjévi Hobli

Kponton Ahlonkogan

Megbenya Agbeko

instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires

Attiogbé Fadina Ahoovi

Akono Kwassi Kpadonou

instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires.

Arrêté n° 1679/MTFP du 3/12/81 — Mlle Telou Kivema N'Li Essohanam n° mle 108773-X, institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Tokoin-Wuiti (préfecture du Golfe), est licenciée de ses fonctions pour abandon de poste à compter du 19 mai 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1680/MTFP du 3/12/81 — M. Amédégnato Gbenade n° mle 100919-Z, instituteur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Zébévi (préfecture des Lacs), est licencié de ses fonctions pour abandon de poste à compter du 21 septembre 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1681/MTFP du 3/12/81 — M. Domingo Moutiou n° mle 104830-Q, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Tokoin-Est à Lomé (préfecture du Golfe), est licencié de ses fonctions pour abandon de poste à compter du 25 septembre 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1682/MTFP du 3/12/81 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du cadre des fonctionnaires de l'enseignement ci-après énumérés sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste à compter du 21 septembre 1981.

Aziglossou Kwassi Dometo, en service au CEG d'Attitogon (Lacs)

Fadikpe-Dini Midi-Christo

Afangbegee Kodjogan

Adogli Komi Mondzinou.

Arrêté n° 1683/MTFP du 3/12/81 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du cadre des fonctionnaires de l'enseignement ci-après énumérés sont licenciés de leur emploi pour abandon de poste à compter des dates suivantes : (chapitre 24, article 11 du budget général).

21 septembre 1981

Amouzou D. Kossiwa, en service au CEG de Tsévié (Zio)

Ayena Dosseh, en service au CEG de Notsè

Dolou Kissem, en service au CEG de Notsè

Jassor Kadanga, en service au CEG de Sokodé Aviation

9 octobre 1981

Ayivon Agbéko, en service au CEG de Kpélé-Goudévé (Kloto)

12 octobre 1981

Ameganvi Folly, en service au CEG de Agomé-Tomégbé (Kloto).

Arrêté n° 1684/MTFP du 3/12/81 — M. Gonçalves Yaovi Ekpé, n° mle 107048-S, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Vogan-ville (préfecture de Vo), est licencié de ses fonctions pour abandon de poste à compter du 29 avril 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1685/MTFP du 3/12/81 — M. Salaou Adébayo n° mle 109485-F, instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Timbou (préfecture de Tône), est licencié de son emploi pour abandon de poste à compter du 21 septembre 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1686/MTFP du 3/12/81 — M. Bang'Na Ali Bignozi n° mle 107967-H, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au collège d'enseignement général de Daoudé (préfecture d'Assoli) est licencié de son emploi pour abandon de poste (chapitre 24, article 11 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 25 septembre 1981.

Arrêté n° 1687/MTFP du 3/12/81 — M. Agbekodo Messan, n° mle 110633-T, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG d'Adidogomé (préfecture du

Golfe), est licencié de son emploi pour abandon de poste à compter du 21 septembre 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1688/MTFP du 3/12/81 — M. Atchongble Yaovi, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à Kévé (sous-préfecture d'Avé), est licencié de ses fonctions pour abandon de poste à compter du 7 septembre 1981 (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1689/MTFP du 3/12/81 — M. Adama Ayité, n° mle 107361-B, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG de Kpété-Maflo (préfecture de Wawa), est licencié de son emploi pour abandon de poste à compter du 21 septembre 1981 (chapitre 24, article 11 du budget général).

Retraite

Arrêté n° 1659/MTFP du 1/12/81 — Mme Dagadou, née Attivi Ayélé, n° mle 108781-P, institutrice-adjointe de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} janvier 1982 en application des dispositions des articles 6 (nouveau) 9 (nouveau) et 16-II, dernier alinéa, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1660/MTFP du 1/12/81 — Mme Johnson Afiwa, née Gruner, n° mle 007390-Q, institutrice de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Tokoin-Tamé à Lomé est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1982 en application des dispositions des articles 6 (nouveau) 9 (nouveau) et 16-11 dernier alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1695/MTFP du 4/12/81 — Les agents ci-après énumérés, relevant des différents ministères ayant atteint la limite d'âge sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1982 :

Ministère de la Justice

Johnson Koudjo Akouété Ansa, n° mle 007403-W, greffier de 2^e classe 4^e échelon

Ministère de la Santé publique

Tessy Boukari (Jean), n° mle 011733-H, infirmier ordinaire 3^e échelon.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 3/12/81 à l'arrêté n° 619/MTFP du 4 mai 1981 acceptant démission.

Au lieu de

Est acceptée à compter du 16 octobre 1980, la démission de son emploi offerte par M. Bedeou Tchédéli, moniteur de 3^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'inspection de l'enseignement du premier degré de Lomé-Nord-Est (chapitre 24, article 13 du budget général).

Lire

Est acceptée à compter du 16 janvier 1981, la démission de son emploi offerte par M. Bedeou Tchédéli, moniteur de 3^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'Inspection du Premier degré de Lomé-Nord-Est (chapitre 24, article 13 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 4/12/81 à l'arrêté n° 1443/MTFP du 19 octobre 1981 portant admission à la retraite

Les agents ci-après énumérés relevant des différents ministères qui ont atteint la limite d'âge sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} janvier 1982 dans les conditions suivantes :

Ministère des Travaux Publics, des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques Direction des travaux publics

Au lieu de

Facambi Elomon, n° mle 006015-H, contremaître principal 3^e échelon

Lire

Facambi Olomon, n° mle 006015-H, contremaître principal 3^e échelon.

Le reste sans changement.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Nomination

Arrêté n° 23-MTPMERH du 21.12.81 — M. Ezian Gnamavo Koffi, ingénieur de 3^e classe 2^e échelon, en service à la direction des travaux publics, est affecté à la Maison du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) et nommé adjoint au chef du service de gestion.

Les émoluments de M. Ezian restent imputables au chapitre 36, article 5 du budget général.

**MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE
DE LA REPUBLIQUE CHARGE
DE L'INFORMATION DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS**

Nominations

Décision n° 5/PR/MINFO/PT du 22/12/81 — M. Waguena Méremdjougouna Laméguou, administrateur de la radiodiffusion de 1re classe 2è échelon précédemment en service à l'Editogo est nommé conseiller technique du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'information, des postes et télécommunications.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 166/PR/MINFO/PT du 22/12/81 — Mlle Frepeau Akossiwa Sika, administrateur de la radiodiffusion en service à la télévision togolaise est nommée adjointe au chef de la division des informations dudit service, chargée des reportages.

M. Djagba Yempabou, journaliste en service à la télévision togolaise est nommé adjoint au chef de la division des informations, chargé de la coordination de la rédaction dudit service.

M. Nabede Kégbégnon, journaliste en service à la radiodiffusion de Lomé est nommé rédacteur en chef adjoint dudit service.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

**Concession de pensions de retraite
de veuve et d'orphelin**

Arrête n° 459/MFE/CR du 17/12/81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de trois cent cinquante six mille quatre cent seize (356.416) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Assiongbon Mensah brigadier-chef de classe exceptionnelle du corps du personnel des douanes du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Assiongbon Mensah pour compter du 1er octobre 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Ekoé Komi, né le 15 août 1959

Ekoé Kokou, né le 19 juillet 1961

Ayéle Ama, née le 28 mars 1964

Ekoé Koffi, né le 28 août 1964

Ayéle Abia, née le 6 octobre 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante onze mille deux cent quatre vingt quatre (71.284) francs pour compter du 1er octobre 1981.

M. Assiongbon Mensah pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 17e rang) ci-après désignés :

Ayéle Yawoa, née le 11 août 1966

Ekoé Komlan, né le 6 décembre 1966

Ekoé, né le 7 juillet 1967

Assiongbonvi, né le 7 février 1970

Ayoko, née le 21 février 1970

Ayéle, née le 18 octobre 1971

Ama, née le 18 octobre 1973

Ayokovi, née le 6 novembre 1973

Ayéle, née le 15 juin 1974

Ekoé Kossi, né le 5 décembre 1976

Adama Kossi, né le 23 octobre 1978

Ekoé Koffi, né le 30 mars 1979.

Arrêté n° 460/MFE/CR du 17/12/81 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 53%) au montant annuel de deux cent soixante six mille sept cents (266.700) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amevor Djah Komlavi, maréchal des logis 6è échelon n° mle 370 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 700) réformé sanitaire.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er février 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amevor Djah Komlavi, une rente d'invalidité temporaire, pourcentage 50 % de la grille indiciaire des militaires des forces armées togolaises fixée à cent sept mille huit cent trente deux (107.832) francs l'an avec jouissance du 29 octobre 1980 au 28 octobre 1983.

M. Amevor Djah Komlavi pourra prétendre, pour compter du 1er février 1981 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2è au 7è rang) ci-après désignés :

Mawuena, né le 3 septembre 1963

Kossivi, né le 9 mai 1965

Essivi, née le 27 juin 1965

Yawa, née en 1967

Mawuli, né le 17 avril 1969

Mokpokpo, né le 10 août 1972.

Agrément d'experts

Arrêté n° 461/MEF/DA du 21/12/81 — L'agrément, pour intervenir à l'occasion des sinistres donnant lieu à garantie des organismes pratiquant des opérations d'assurances maritimes et transports et soumis au contrôle

de l'Etat, est accordé à M. Vilévo Messan Guidiglo, pour les expertises maritimes, terrestres et aériennes.

Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 462/MFE/DA du 21/12/81 — L'agrément, pour intervenir à l'occasion des sinistres donnant lieu à garantie des organismes pratiquant les opérations d'assurances maritimes et transports et soumis au contrôle de l'Etat, est accordé à M. Sagbo Sotomiafa, en qualité d'expert maritime et industriel.

Le directeur des assurances est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 463/MFE/CR du 22/12/81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Abété Labopou (née Gao)
Mme veuve Abété Akou (née Gnado)
épouses de M. Abété Pmanam, gendarme 5e échelon n° mle 119 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650, pourcentage 40 %) en retraite décédé le 25 novembre 1980, une pension de veuve au taux annuel de quarante six mille sept cent vingt huit (46.728) francs pour compter du 1er décembre 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à dix huit mille six cent quatre vingt douze (18.692) francs par an pour compter du 1er décembre 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Massabalo, né le 11 juillet 1961
Massalo, née le 21 janvier 1964
Pyalo, née le 3 octobre 1965
Essohame, née le 3 août 1966
Madjaboyo, né le 22 octobre 1967
Aguissambou, née le 18 juillet 1968
Massamesso, née le 15 août 1968
Miguissani, née le 5 août 1972
Aklesso, né le 21 janvier 1973
Bossobindo, née le 20 mars 1973.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Houssou Loko, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 464/MFE/CR du 22/12/81 — Une pension de huit cent dix sept mille sept cent seize (817.716) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayivi Amah (Norbert) agent techni-

que principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice : 1750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayivi Amah (Norbert) pour compter du 1er janvier 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 14 juin 1954
Kpondé, né le 3 mai 1956
Ayité, né le 16 avril 1957
Anani, né le 28 octobre 1959
Ayayi, né le 6 février 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante trois mille cinq cent quarante quatre (163.544) francs pour compter du 1er janvier 1981.

M. Ayivi Amah (Norbert) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 17e rang) ci-après désignés :

Ayéle, née le 19 octobre 1965
Ayoko, née le 12 novembre 1966
Ayité, né le 18 janvier 1968
Chocho, née le 27 avril 1971
Ayayi, né le 18 décembre 1971
Ayélé, née le 19 septembre 1972
Ayité, né le 27 avril 1974
Ayitévi, né le 15 novembre 1974
Ayokovi, née le 5 février 1977
Ablavi, née le 22 mars 1977
Covi, né le 26 décembre 1977
Adaku, née le 16 août 1979.

Arrêté n° 465-MFE-CR du 23-12-81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Abaloutou Bamoutou (née Beouli) épouse de M. Abaloutou Koubama, adjudant 3e échelon n° mle 002 du corps du personnel des gardiens de circonscription (indice 1050, pourcentage 52%) en retraite décédé le 11 février 1980, une pension de veuve au taux annuel de cent quatre vingt seize mille deux cent cinquante deux (196.252) francs pour compter du 1er mars 1980.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Abaloutou Bamoutou (née Beouli) une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Alassani, né le 4 juillet 1956
Kossliwa, née le 18 octobre 1959
Aglèssou, né le 6 juin 1962
Mawina-Esso, né le 15 octobre 1964

Le montant annuel de cette majoration est fixé à vingt neuf mille quatre cent quarante (29.440) francs pour compter du 1er mars 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente neuf mille deux cent cinquante deux (39.252) francs l'an pour compter du 1er mars 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Kossiwa, née le 18 octobre 1959
Magnitounawè, née le 20 mars 1960
Aglèso, né le 6 juin 1962
Mewina-Esso, né le 15 octobre 1964
Médétlinorou, né le 23 septembre 1969
Tchilalou, née le 17 janvier 1970
Potonissiba, née le 28 mai 1970
Ela, né le 1er avril 1974
Palakouwé, né le 9 février 1976
Bossoumasouwé, né le 14 avril 1976
Tikonhèzou, né le 15 mai 1978.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Abaloutou Zakary, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 466-MFE-CR du 23-12-81 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent vingt mille sept cent soixante douze (120.772) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Talim Tchoro, soldat de 1re classe 5e échel. n° mle 0413 du corps du personnel des armées togolaises (indice 420) réformé sanitaire.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Talim Tchoro, une rente d'invalidité temporaire, pourcentage 20% de la grille indiciaire des militaires des forces armées togolaises fixée à quarante trois mille cent trente deux (43.132) francs l'an avec jouissance du 3 avril 1981 au 2 avril 1984.

M. Talim Tchoro pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

M'Baha, née le 27 août 1971
Abey, né le 2 septembre 1971
Mazoumba, né le 20 décembre 1971
Akossiwa, née le 17 décembre 1973
Adjouavi, née le 29 juillet 1974
Tobé, né le 15 décembre 1976
Atarmata, née le 5 janvier 1977
Djelma, né le 13 mars 1979
Ayéba, né le 8 juin 1979.

Arrêté n° 471-MFE-CR du 23-12-81 — M. Takpah Kodjo Amétépé, adjudant 2e échelon n° mle 0195 du corps du personnel des forces armées togolaises en retraite pourra prétendre sur justification de ses droits

au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Yawa, née le 23 juillet 1981.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er novembre 1981.

Arrêté n° 472-MFE-CR du 23.12.81 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Amadoto Gbémafu Massa Nuvava
Mme veuve Awuvé Koko,
épouses de M. Amadoto Koffi Ségbé, ingénieur adjoint de 2e classe 2e échelon (indice 1250) pourcentage 18% décédé le 12 septembre 1978, une pension de veuve au taux annuel de trente six mille sept cent soixante quatre (36.764) francs pour compter du 1er octobre 1978 et de quarante mille quatre cent quarante (40.440) francs l'an pour compter du 1er janvier 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quatorze mille sept cent quatre (14.704) francs par an pour compter du 1er octobre 1978 et à seize mille cent soixante seize (16.176) francs l'an pour compter du 1er janvier 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Abra, née le 9 juin 1970
Kwami, né le 2 avril 1971
Mawuli, née le 29 avril 1973
Adjovi, née le 5 août 1974
Afi, née le 20 juin 1975
Kossivi, né le 25 juillet 1976
Zikpi, née le 14 mai 1977.

En vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 les pensions attribuées aux orphelins sus-dénommés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Amadoto Kossi Mawuli, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 473-MFE-CR du 23-12-81 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67%) au montant annuel de cinq cent cinq mille sept cent vingt quatre (505.724) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atayi Ayayi Aboki (Joseph) Agent d'Exploitation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 1050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atayi Ayayi Aboki (Joseph), pour compter du 1er octobre 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Ayéle, née le 6 mai 1950
 Ayoko, née le 29 janvier 1952
 Ayikoué, né le 28 juillet 1954
 Ayayi, né le 12 octobre 1956
 Adakou, née le 1er août 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent un mille cent quarante quatre (101.144) francs, pour compter du 1er octobre 1981.

M. Atayi Aboki (Joseph) pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e et 7e rangs) ci-après désignés :

Tchotchovi, née le 19 juin 1964
 Assion, né le 4 septembre 1967.

Rôles

Arrêté n° 479-MFE-AI du 23-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET GENERAL

288 Lama-Kara I.G.R.	646.839
	<u>646.839</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de six cent quarante six mille huit cent trente neuf francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 480-MEF-AI du 23-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-après ;

BUDGET GENERAL

3 Mango Patentes 1.008.100	
Licences 197.000	
	<u>1.205.100</u>
	1.205.100

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un million deux cent cinq mille cent francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 481/MFE-AI du 23-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

2 Tchaoudjo Patentes	673.600	
Licences	44 000	
		<u>717 600</u>
4 Bassar Patentes	859 200	
Licences	50 000	
		<u>909 200</u>
5 Sotouboua Patentes	2 568 390	
Licences	149 000	
		<u>2 717 390</u>
6 Assoli Patentes	679 720	
Licences	23.500	
		<u>703 220</u>

7 Nyala Patentes	970 770
Licences	45 000

1 015 770

6 063 180

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de six millions soixante trois mille cent quatre vingts francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 482-MFE-AI du 23-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

12 Kloto Patentes	1 861 900	
Licences	476 000	
		<u>2 337 900</u>
19 Amlamé Patentes	1 546 200	
Licences	310 000	
		<u>1 856 200</u>
		4 194 100

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions cent quatre vingt quatorze mille cent francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 483-MEF-AI du 23-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

2 Dapaong B.I.C.		858 358
9 Lama-Kara B.I.C.	613 050	
I.G.R.	820.388	
		<u>1 433 438</u>
10 Niamtougou B.I.C.	98 800	
I.G.R.	163 052	
		<u>261 852</u>
11 Pagouda B.I.C.	91 250	
I.G.R.	242 000	
		<u>333.250</u>
12 Kanté B.I.C.	70 000	
I.G.R.	106 272	
		<u>176 272</u>
		3.063.170

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions soixante trois mille cent soixante dix francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 484-MEF-AI du 23-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

56 Lomé B.I.C.	499.993.940
FNI	14.805.245
	<u>514.799.185</u>

HORS BUDGET — 480 — 100

56 Lomé Amende BIC	1.000.000
	<u>515.799.185</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de cinq cent quinze millions sept cent quatre vingt dix neuf mille cent quatre vingt cinq francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 485/MEF/AI du 23-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

79 Lomé BIC 4.306.986.....	
I.G.R.	66.240
F.N.I.	1.427.329
	5.800.555

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions huit cent mille cent cinquante cinq francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 486/MEF/AI du 23-12-81 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

86 Aného Taxe Progressive ..	142.193	
Tabligbo Taxe Progressive ..	32.510	
Tsévié Taxe Progressive ...	56.982	
		231.685
87 Notsé Taxe Progressive ..	34.854	
Kpalimé Taxe Progressive ..	558.948	
Atakpamé Taxe Progressive	343.036	
Amlamé Taxe Progressive ..	37.182	
Badou Taxe Progressive	30.492	
		1.004.512
		1.236.197

Arrêté n° 487/MEF/AI du 23-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

1 Atakpamé Patentes	2.200.100	
Licences	371.000	
		2.571.100

Budget Communal

2 Atakpamé Patentes	7.049.203	
CA/Patentes ..	1.399.341	
Licences	1.019.000	
CA/Licences ...	203.800	
		9.671.344
		12.242.444

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de douze millions deux cent quarante deux mille quatre cent quarante quatre francs est fixée au 2 décembre 1981.

Arrêté n° 488/MEF/AI du 23-12-81 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1981 ci-après :

Budget Général

Sokodé Taxe Progressive	576.762	
88 Sotouboua Taxe Progressive	29.144	
Bafilo Taxe Progressive	1.536	
Pagouda Taxe progressive	20.323	
Mango Taxe Progressive	283.590	
Dapaong Taxe Progressive	24.296	
Tchamba Taxe Progressive	54.210	
Bassar Taxe Progressive	44.145	
		1.034.006
89 Lama-Kara Taxe Progressive	40.104	
		1.074.110

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE

Avis de bornage

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Toutes personnes intéressées sont invitées à assister ou à s'y faire présenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier.

Le lundi 24 mai 1982 à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agouevé préfecture du Golfe consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 1 ha 73 a 18 ca, connu sous le nom de Nanegbé et borné au nord et à l'ouest par la propriété Ewo Mlagani, au sud par MM. Kougnou Gnenyo et Komi Ahiagbé, à l'est par M. Adéwoa dont l'immatriculation a été demandée par M. Ahiagbé A. Kokouvi, maître plombier à la RNET, demeurant à Lomé suivant réquisition du 14 mai 1980, n° 9055.

Le mercredi 19 mai 1982 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Commune de Lomé consistant en un terrain, ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 4 a 06 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord à l'ouest par les lots n° 124 et 125, au sud par une rue non dénommée et à l'est par la route de Djagblé dont l'immatriculation a été demandée par Mme da Silveira Kayi commerçante demeurant à Lomé suivant réquisition du 27 mai 1980, n° 9077.

Le mardi 18 mai 1982 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin com. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 4 a 67 ca, connu sous le nom de Wuiti borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud et à l'est par les lots n° 113 et 117, appartenant à la collectivité Soahoédé Agblevon dont l'immatriculation a été demandée par M. Klousseh Koffigan, en service à la Direction des Productions animales demeurant à Lomé - Kodjoviakopé, mandataire de M. Tchekou Adama suivant réquisition du 27 juin 1980, n° 9151.

Le mardi 18 mai 1982 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 9 a

34 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 118 à l'ouest par les lots n° 112 et 113 dont l'immatriculation a été demandée par M. Klousseh Koffigan, en service à la direction des productions animales demeurant à Lomé - Kodjoviakopé suivant réquisition du 27 juin 1980, n° 9152.

Le mercredi 19 mai 1982 à 7 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6 a 01 ca connu sous le nom de St. Joseph et borné au nord par une rue en projet, au sud et à l'ouest par la propriété Kouzawo Galley, à l'est par l'emprise de la voie ferrée Lomé - Aného, dont l'immatriculation a été demandée par M. Folly Tékovi, employé au CFT demeurant à Lomé, suivant réquisition du 27 juin 1980, n° 9156.

Le mardi 18 mai 1982 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin - commune de Lomé consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 a 58 ca, connu sous le nom de Nukafu et borné au nord par une rue, au sud par le titre foncier 6062 RT, à l'est par la route de Djagblé, à l'ouest par Lovonou dont l'immatriculation a été demandée par Mme Aho Ayélé Essenam Pharmacienne demeurant à Lomé suivant réquisition du 27 juin 1980 n° 9157.

Le mercredi 19 mai 1982 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 98 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord et à l'est par des rues en projet de 16 m, au sud et à l'ouest par les lots n° 5 et 2 dont l'immatriculation a été demandée par M. Senou Yawo Biova pupiteur demeurant à Lomé Tokoin-Wuiti suivant réquisition du 4 juillet 1980, n° 9173.

Le mardi 18 mai 1982 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2 a 98 ca, connu sous le nom de Nukafu et borné au nord par le TF n° 2237TT, au sud par la propriété Zokplévi Agbévé Atiwoto, à l'est par la propriété de la collectivité Agbalessi et à l'ouest par une rue de 16 mètres et la propriété Zokplévi Agbévé Atiwoto dont l'immatriculation a été demandée par M. Eusebio Kouassivi, Kajola, moniteur à l'ENAM (Kinesithérapeute) demeurant à Lomé - Kotokoukondji B.P. 2211 suivant réquisition du 11 juillet 1980, n° 9190.

Le lundi 17 mai 1982 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 83 ca, et borné au nord, au sud et à l'ouest par des lots n° 2534, 2518, 2519, et 2520 à l'est par une rue non dénommée de 14 mètres dont l'immatriculation a été demandée par M. Guenoukpati Komlan, mécanicien auto demeurant à Tokoin-Abovey suivant réquisition du 14 juillet 1980, n° 9197.

Le mercredi 19 mai 1982 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin - commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un triangle d'une contenance de 2 a 81 ca, connu sous le nom de Tokoin-Lycée et borné au nord et à l'est par la propriété Konou Soga, au sud par une rue de 12 mètres et à l'ouest par le titre foncier n° 4642 RT dont l'immatriculation a été demandée par M. Sallah Ekoué, Inspecteur des douanes, demeurant à Lomé suivant réquisition du 14 juillet 1980, n° 9199.

Le mardi 18 mai 1982 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 3 a 18 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud et à l'ouest par la propriété Adjallé Dadzie dont l'immatriculation a été demandée par M. Mabudu Kokou Mélio, chef chauffeur demeurant à Lomé suivant réquisition du 21 juillet 1980, n° 9209.

Le mardi 25 mai 1982 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 7 a 36 ca connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par les lots n° 768 et 776, au sud par les lots n° 765 et 774, à l'ouest par le lot n° 766 et à l'est par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Keteku Abra Dzigbodi, agent de Promotion Sociale à la Direction des Affaires Sociales demeurant à Lomé 25 Rue Bodjolé, suivant réquisition du 13 août 1980, n° 9243.

Le mardi 18 mai 1982 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 94 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord et à l'est par la propriété Kodjo Ahonlété, au sud et à l'ouest par des rues en projet, dont l'immatriculation a été demandée par M. Tetouwala Awouli Mefélé censeur du Lycée de Tokoin, demeurant à Lomé suivant réquisition du 1 août 1980, n° 9248.

Le lundi 17 mai 1982 à 8 h 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 a 10 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 2043, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 2036 et à l'ouest par le lot n° 2034, dont l'immatriculation a été demandée par M. Sossom Eyamaya Tchalinmon, comptable à la Sotoma, demeurant à Lomé Tokoin Hédzranawoé suivant réquisition du 27 août 1980, n° 9276.

Le mercredi 19 mai 1982 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 67 ca connu sous le nom de Aviation et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud par la route circulaire Lomé — Aviation et à l'ouest par M. Mahou Abikou dont l'immatriculation a été demandée par M. Brikan Pakoung Palapaw militaire demeurant à Lomé suivant réquisition du 27 août 1980, n° 9284.

Le mardi 18 mai 1982 à 11 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 5 a 72 ca connu sous le nom de Aviation et borné au nord par la réquisition n° 4586, au sud par la propriété Amen Thérèse, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par la propriété Atsoulin dont l'immatriculation a été demandée par M. Gboné Honam Yawovi Ingénieur d'Agriculture demeurant à Lomé Tokoin cité de l'Avenir suivant réquisition du 29 septembre 1980 n° 9348.

Le lundi 17 mai 1982 à 10 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Commune de Lomé, ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 37 a 27 ca connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par les lots n° 1017 et 1023 dont l'immatriculation a été demandée par M. Hor Kokou Mawusée officier de police demeurant à Lomé Bè — Bassadji suivant réquisition du 3 octobre 1980, n° 9366.

Le lundi 17 mai 1982 à 11 heures 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 12 a 53 ca connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1820, au sud par les lots n° 1805 et 1817, à l'est par une rue en projet, à l'ouest par les lots n° 1806 et 1807 dont l'immatriculation a été demandée par M. Comlan Cataria Coicou Commissaire de Police en retraite à Lomé suivant réquisition du 10 octobre 1980, n° 9377.

Le lundi 17 mai 1982 à 9 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 66 a 70 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord au sud et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par les lots n° 273 et 281, dont l'immatriculation a été demandée par M. Dovi-Akue Adoté propriétaire demeurant à Lomé-Nyékonakpoé suivant réquisition du 16 octobre 1980, n° 9383.

Le lundi 17 mai 1982 à 9 h 30 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 79 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 1628 au sud par le lot n° 1626, à l'est par le lot n° 1638, à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par M. Kouvahé Messan (Paul), propriétaire demeurant à Lomé suivant réquisition du 16 octobre 1980 n° 9384.

Le vendredi 21 mai 1982 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 23 a 37 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par les lots n° 2102, 2103 et 2104, au sud par une rue non dénommée à l'est par le lot n° 2096 et à l'ouest par le lot n° 2092, dont l'immatriculation a été demandée par M. Diogo T. Ahlonkor, propriétaire demeurant à Lomé suivant réquisition du 16 octobre 1980, n° 9385.

Le vendredi 21 mai 1982 à 11 heures 45, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 16 a 02 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 2359, au sud par le lot n° 2356, à l'est par une rue en projet, à l'ouest par les lots n° 2349 et 2350, dont l'immatriculation a été demandée par M. Tségan Kokou Nyamador transporteur, demeurant à Lomé suivant réquisition du 16 octobre 1980, n° 9387.

Le vendredi 21 mai 1982 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 16 a 47 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par les lots n° 2413, 2414 et 2415, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par le lot n° 2407 dont l'immatriculation a été demandée par M. Ameho Gbenagnon (Ernest) Agent commercial demeurant à Lomé cocoteraie suivant réquisition du 22 octobre 1980, n° 9391.

Le vendredi 21 mai 1982 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 11 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 1864, au sud par le lot n° 1863 bis, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 1852, dont l'immatriculation a été demandée par M. N'sougan Kokouvi, propriétaire demeurant à Lomé suivant réquisition du 3 novembre 1980, n° 9400.

Le vendredi 21 mai 1982 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin Commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 10 ca connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 1863, au sud par le lot n° 1863, au sud par le lot n° 1862 à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 1852 dont l'immatriculation a été demandée par M. N'sougan Kossi, employé à la société Biblique demeurant à Lomé, 38 Avenue de la Libération suivant réquisition du 3 novembre 1980, n° 9401.

Le vendredi 21 mai 1982 à 11 heures 15 minutes, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6 a 06 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 122 à l'ouest par le lot n° 116, dont l'immatriculation a été demandée par M. Azonyibo Essénou Koffi, Electricien auto, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 4 novembre 1980, n° 9402.

Le vendredi 21 mai 1982 à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 04 ca connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 115 au sud par le lot n° 113, à l'est par le lot n° 121, et à l'ouest par une rue non dénommée; dont l'immatriculation a été demandé par M. Tsisseglo Kokou Biova, Electricien Auto, demeurant à Lomé suivant réquisition du 4 novembre 1980 n° 9403.

Le mardi 25 mai 1982 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6 a 46 ca, connu sous le nom de Hedzanawoe et borné au nord par une rue en projet, au sud par le lot n° 791, à l'est par le lot n° 801 à l'ouest par le lot n° 799, dont l'immatriculation a été demandée par M. Agboli Kodjo Adzonou, forgeron à la Régie nationale des eaux du Togo suivant réquisition du 4 novembre 1980, n° 9407.

Le vendredi 21 mai 1982 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle d'une contenance de 6 a 06 ca, connu sous le nom de Hedzranawoe et borné au nord par le lot n° 1661, au sud par le lot n° 1659, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 1649, dont l'immatriculation a été demandée par M. Palanga Ankra (ex Barthélemy) Agent de Douanes, demeurant à Aflao - Totsi suivant réquisition du 7 novembre 1980, n° 9414.

Le vendredi 21 mai 1982 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 a 55 ca, connu sous le nom de Hedzranawoe et borné au nord par le lot n° 1552, au sud par une rue en projet, à l'est par le lot n° 1554 et à l'ouest par le lot n° 1542, dont l'immatriculation a été demandée par M. Kpodar Anani (ex Samuel) enseignant E.P.S., demeurant à Lomé-Nyekonakpoe suivant réquisition du 7 novembre 1980, n° 9415.

Le lundi 17 mai 1982, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 7 a 99 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 1491, au sud par le lot n° 1489, à l'est par une rue et à l'ouest par le lot n° 1477, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mensah Akoété Ekovi, contrôleur des impôts à Lomé suivant réquisition du 7 novembre 1980 n° 9416.

Le lundi 17 mai 1982 à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 53 ca connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 1707, au sud par une rue non dénommée à l'est par le lot n° 1698 et à l'ouest par le lot n° 1696, dont l'immatriculation a été demandée par M. Tchalim Pitching, Directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, demeurant à Lomé suivant réquisition du 7 novembre 1980, n° 9417.

Le lundi 17 mai 1982 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 8 a 69 ca, connu sous le nom de Hedzranawoè et borné au nord par le lot n° 333, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 322 et à l'ouest par le lot n° 320, dont l'immatriculation a été demandée par M.

Ackumey Quashie Nodore employé de Banque BCG demeurant à Lomé-Bè-Pa-de Souza, suivant réquisition du 7 novembre 1980, n° 9418.

Le mercredi 19 mai 1982 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4 a 63 ca, connu sous le nom de St. Joseph et borné au nord par le titre foncier n° 8764 RT, au sud et à l'est par la propriété Nudjaka, à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par M. Aouga Koffi, Technicien en Electricité demeurant à Lomé suivant réquisition du 11 novembre 1980, n° 9428.

Le vendredi 21 mai 1982 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 22 ca, connu sous le nom de Hédzranawoe et borné au nord par le lot n° 1568 au sud par une réserve administrative, à l'est par une rue de 21 mètres, à l'ouest par le lot n° 1561, dont l'immatriculation a été demandée par M. Tessou Kossi, maître tailleur demeurant à Lomé - Akodessewa, suivant réquisition du 12 novembre 1980, n° 9431.

Le vendredi 21 mai 1982 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 28 a 28 ca, connu sous le nom de Hedzranawoe et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud par le lot n° 1495 à l'ouest par les lots n° 1483, 1484 et 1485, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Attisso Sena Ameowewou, revendeuse demeurant à Lomé suivant réquisition du 14 novembre 1980, n° 9434.

Le vendredi 21 mai 1982 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6 a 73 ca, connu sous le nom de Hédzranawoe et borné au nord par le lot n° 1588, au sud par une rue en projet à l'est par le lot n° 1584, à l'ouest par le lot n° 1582 dont l'immatriculation a été demandée par Mme Attisso Sena Ameowewou, revendeuse demeurant à Lomé suivant réquisition du 14 novembre 1980, n° 9435.

Le mardi 18 mai 1982 à 7 heures 30, du matin il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 27 a 84 ca, connu sous le nom de Hédzrana-

woè et borné au nord par les lots n° 1360 et 1368, au sud et à l'est par des rues en projet, à l'ouest par la route de Djagblé, dont l'immatriculation a été demandée par M. Adama Ekoue (Didier), Ingénieur des Mines à la CTMB demeurant à Lomé, suivant réquisition du 14 novembre 1980, n° 9436.

Le mardi 18 mai 1982, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6a 28 ca, connu sous le nom de Hédzranawoe et borné au nord par le lot n° 1264, et à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par Mme Wilson Ayélé, née Gaba Employée à la C.N.S.S. demeurant à Lomé — Kodjoviakopé, rue Duisburg, suivant réquisition du 14 novembre 1980, n° 9437.

Le Conservateur de la propriété foncière,
Tête Wilson Bahun

UNION TOGOLAISE DE BANQUE

ACTIF

BILAN au 30 septembre 1980

Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale	1 789 852 673
Banques et correspondants	2 654 763 936
Portefeuille effets	6 939 587 588
Crédits à court terme	14 706 724 885
Crédits à long terme	—
Crédits à moyen terme	3 752 176 158
Débiteurs divers	754 435 666
Débiteurs par acceptation	—
Titres — Participations	74 604 645
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	186 592 804
Immeubles et Mobilier	2 992 582 790
Pertes de l'exercice	—
Pertes des Exercices antérieurs	—

33 851 323 145

PASSIF

Postes, Trésor Public	154 136 234
Comptes de chèques	4 136 323 578
Comptes Courants	5 717 591 375
Banques et Correspondants	3 004 815 386
Comptes exigibles après encaissement	6 136 712 646
Créditeurs divers	2 205 851 957
Dettes à court terme	500 000 000
Bons et comptes à échéance fixe	9 808 864 128
Comptes d'ordre et divers	123 435 040
Réserves	347 058 394
Capital ou dotations	1 500 000 000
Bénéfices de l'Exercice	216 521 233
Bénéfices reportés	13 174

33 851 323 145

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals	4 047 417
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	—
Ouvertures de crédits confirmés	1 628 656 840

UNION TOGOLAISE DE BANQUE

EXERCICE AU 30 SEPTEMBRE 1981

BILAN**ACTIF**

Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale	1 724 914 641
Banques et Correspondants	1 170 537 907
Portefeuille effets	13 074 649 462
Crédits à Court terme	12 529 197 289
Crédits à moyen Terme	3 957 856 339
Crédits à long terme	—
Débiteurs Divers	1 658 826 307
Débiteurs par Acceptation	118 869 031
Titres — Participations	74 604 645
Actionnaires	—
Comptes d'Ordre et Divers	52 811 870
Immeubles et Mobilier	2 836 917 092
Pertes de l'exercice	—
Pertes des exercices antérieurs	—
	37 199 184 583

PASSIF

Postes, Trésor Public	250 357 330
Comptes de chèques	4 558 806 270
Comptes Courants	5 056 287 405
Banques et Correspondants	634 430 465
Comptes exigibles après encaissement ..	11 794 286 986
Créditeurs divers	1 984 568 297
Dettes à Court Terme	333 333 333
Bons et Comptes à échéance fixe	10 317 675 090
Comptes d'ordre et divers	199 754 452
Réserves	379 536 579
Capital ou Dotations	1 500 000 000
Bénéfices de l'Exercice	6 092 154
Bénéfices reportés	184 056 222
	37 199 184 583

HORS BILAN

Engagements par Cautions et Avals	5 261 223 142
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	—
Ouverture de crédits confirmés	1 366 020 654

B.T.C.I.

EXERCICE AU 30 SEPTEMBRE 1981

ACTIF	Millions de F. cfa
Caisse, Banque Centrale	2.221.001.703
Banques et correspondants bancaires ..	1.123.741.427
Autres institutions financières	176.433.787
Gouvernements et Institutions Internatio- nales non financières	1.258.147.038
Autres agents économiques (Crédits) ..	11.431.450.930
* Portefeuille d'effets commerciaux	970.887.679
* Autres crédits à court terme	8.227.910.021
* Autres crédits (a)	2.232.653.230
Autres comptes	6.342.094.681
* Titres et participations	13.440.001
* Immobilisations	1.413.007.649
* Autres	4.915.647.031
Résultats	—
* Pertes des exercices antérieurs ..	—
* Résultats de l'exercice	—

— Total 22.552.869.566
(a) y compris crédits en souffrance.

PASSIF	Millions de F. cfa
Banque Centrale	—
Banques et correspondants bancaires	40.542.487
Autres institutions financières	616.653.410
Gouvernements et Institutions Internatio- nales non financières	3.001.052.861
Autres agents économiques (dépôts, bons de caisse, emprunts)	11.020.502.351
* Comptes disponibles par chèques ou virements	6.134.656.940
* Dépôts à terme et bons de caisse jusqu'à 2 ans	2.777.989.106
Dépôts à terme et bons de caisse de plus de 2 ans à 10 ans	3.000.000
* Comptes à régime spécial	1.575.696.250
* Emprunts obligataires et autres emprunts	—
* Autres sommes dues à la clientèle	529.160.055
Autres comptes	5.736.732.960
Fonds permanents et provisions	1.737.325.369
* Provisions ayant un caractère de résér- ves	—
* Provisions pour pertes et charges	90.495.141
* Fonds de garantie et autres affectés	—
* Réserves	119.125.000
* Dotations et capital	1.500.000.000
* Report à nouveau	27.705.228
Résultats	400.060.128
Résultats de l'exercice	400.060.128
Bénéfices à distribuer	—

TOTAL 22.552.869.566

HORS BILAN

Crédits confirmés — Part non utilisée	
Engagements sous forme d'acceptations, d'aval de cautions ou d'autres garanties	5.706.398.698
Part des crédits bénéficiant de cautions, avals ou autres garanties	4.010.017.550

Banque : Taw Leasing

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1981

ACTIF	Millions de F. cfa
Caisse, Banque Centrale	0,3
Banques et correspondants bancaires	0,3
Autres institutions financières	44,5
Gouvernements et Institutions Internationales non financières	8,5
Autres agents économiques (Crédits)	
* Portefeuille d'effets commerciaux	7,9
* Autres crédits à court terme	
* Autres crédits (a)	0,6
Autres comptes	30,7
* Titres et participations	
* Immobilisations	6,1
* Autres	24,6
Résultats	6,0
* Pertes des exercices antérieurs	1,6
* Résultats de l'exercice	4,4
Total	90,3

(a) y compris crédits en souffrance.

PASSIF	Millions de F. cfa
Banque Centrale	11,4
Banques et correspondants bancaires	14,9
Autres institutions financières	
Gouvernements et Institutions Internationales non financières	5,0
Autres agents économiques (dépôts, bons de caisse, emprunts)	
* Comptes disponibles par chèques ou virements	
* Dépôts à terme et bons de caisse jusqu'à 2 ans	
Dépôts à terme et bons de caisse de plus de 2 ans à 10 ans	
* Comptes à régime spécial	

* Emprunts obligataires et autres emprunts	
* Autres sommes dues à la clientèle	1,5
Autres comptes	7,3
Fonds permanents et provisions	
* Provisions ayant un caractère de réserves	
* Provisions pour pertes et charges	
* Fonds de garantie et autres fonds affectés	0,2
* Réserves	
* Dotations et capital	50,0
* Report à nouveau	
Résultats	
* Résultats de l'exercice	
* Bénéfices à distribuer	
Total	90,3

HORS BILAN

Crédits confirmés — Part non utilisée	
Engagements sous forme d'acceptations, d'avals, de cautions ou d'autres garanties	
Part des crédits bénéficiant de cautions, avals ou autres garanties	

Avis de perte de Titres Fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier N° 6373 RT. Volume XXXII, F° 39, appartenant au sieur FOLI Fandjisso.

Pour première insertion

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier N° 462 de Lomé appartenant à Monsieur Frimund Dussé ANTHONY.

Pour première insertion

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier N° 1299 T.T. appartenant à Monsieur JOHNSON Apam (Gabriel).

Pour première insertion

Avis est donné au public de la perte du titre foncier N° 8.050 R.T. appartenant à Monsieur (Winfried Seth) Yao KUMORDZIE.

(Pour première insertion)